

Chaleur renouvelable : effort accru réclamé pour tenir les objectifs 2020

Cinq organismes de représentation des professionnels de la chaleur renouvelable (AFPAC, AFPG, Enerplan, SER et Uniclimate) viennent de constituer un groupement "non formel", l'Alliance chaleur renouvelable, qui, dans un dossier diffusé la semaine dernière, souligne que la chaleur renouvelable est "un vecteur majeur et incontournable de la transition énergétique", même s'il est "très largement oublié des discours, des visions stratégiques et des feuilles de route" et s'il doit faire face aujourd'hui à "un désintérêt significatif" des pouvoirs publics et à un "scepticisme" des utilisateurs. L'Alliance demande un soutien financier public "adapté, durable et prévisible" d'ici 2020, tant en ce qui concerne les taux que les critères d'éligibilité. Elle demande aussi la mise sur pied d'une "plate-forme technologique française pour la chaleur renouvelable" afin d'éclairer l'horizon stratégique au-delà de 2020, notamment en matière de priorités de R&D.

R&D en faveur de laquelle l'Alliance demande une aide publique de 100 millions d'euros sur la période 2014-2020. Entre autres revendications de l'Alliance : une obligation d'EnR en rénovation de l'habitat, ainsi qu'en résidentiel neuf; une dotation budgétaire du Fonds Chaleur multipliée par 2, avec un périmètre élargi à "tous les types de pompes à chaleur"; un prêt "préférentiel", avec des remboursements "calqués sur les économies d'énergie générées". Les membres de l'Alliance s'engagent à une réduction des coûts de production du kWh thermique de 20% "à chaque doublement de la capacité installée". Si ces revendications n'étaient pas satisfaites, il y aurait un fort risque - explique-t-on à l'Alliance - de ne pas atteindre les objectifs que les pouvoirs publics ont assignés à la chaleur renouvelable d'ici 2020.

Rénovation : concentrer l'effort sur les "épaves" ?

Une récente étude de SIA Partners recommande de concentrer les efforts publics d'investissement en matière de rénovation thermique des logements sur les "épaves", car ce serait "très rentable" : Ce type de bâtiment fournit, en effet, les meilleurs rendements économiques, car les différents leviers de la rénovation thermique peuvent tous être activés, explique l'étude, qui a évalué les coûts moyens (y compris main d'œuvre en euros TTC) des différents "leviers accessibles à la rénovation", qu'il s'agisse du chauffage à air (ont été retenus par SIA Partners, d'une part, un pack géothermique à 185 euros/m², d'autre part, des systèmes split ou multi-split à 90 euros/m²), de production d'ECS (instantanée entre 1200 et 3000 euros/m² ou CESI à 3 000 euros/m²), de chaudière à condensation (l'étude donne un coût de 80 à 100 euros/m²) ou encore de ventilation (2000 à 3 500 euros/m²). Une stratégie de rénovation portant essentiellement sur les épaves thermiques, couplée à une hausse de 5% par an du coût de l'énergie, permettrait un retour sur investissement de huit ans, précise l'étude, qui estime que, à terme, c'est un total de 4 milliards d'euros qui, annuellement, pourrait ainsi être économisé sur la facture énergétique grâce à ces travaux. L'étude estime également que, pour faire passer un logement d'une étiquette énergétique de classe H à la classe A, le coût moyen de rénovation thermique s'élève à environ 550 euros/m².

VMC : l'autoréglable progresse, l'hygroréglable et le double flux stagnant

En maison individuelle, 737 750 VMC simple flux ont été vendues en 2012, soit une croissance de 4% (avec + 6% en autoréglable et + 0,3% en hygroréglable), tandis que les ventes de "double flux" reculaient de 0,4%, à 37 088 unités. C'est ce que vient d'indiquer le syndicat de fabricants Uniclimate, qui a précisé que les ventes de centrales double flux "haute performance" (c'est-à-dire dotées de moteur basse consommation et d'échangeur statique à haut rendement) avaient augmenté de 21,5% l'an passé, tandis que celles d'aérateurs de débit inférieur à 400 m³/h (type VMR, ventilation mécanique répartie) s'accroissaient de 3,4%, à 455 330 unités. En collectif/tertiaire, les caissons de ventilation simple flux ont régressé de 4,2% en 2012 (à 149 732 unités). Et les "double flux", de 3,7% (à 10 816 unités). Dans le seul secteur tertiaire, toutefois, on a enregistré une croissance "très significative" du double flux en 2012, souligne-t-on à Uniclimate. En tertiaire, précise-t-on, la récupération d'énergie sur les double flux ou les centrales de traitement d'air continue de représenter une part prédominante sur le marché. Pour l'ensemble de la ventilation et du traitement d'air en tertiaire, on constate à Uniclimate un ralentissement du marché depuis le dernier trimestre 2012, ralentissement qui s'est poursuivi au premier trimestre 2013. En diffusion d'air, le marché des grilles et diffuseurs s'est accru de 5,4% l'année dernière, à 509 595 unités. Les surfaces équipées de poutres climatiques sont, pour leur part, en progression de 39,5%. Quant au marché des conduits aérauliques circulaires, flexibles ou rigides, il a totalisé 23 915 137 mètres l'an passé, avec + 1,7% en conduits flexibles et + 1,6% en "rigides". Pour leur part, les accessoires de réseaux aérauliques ont stagné en 2012, + 0,4%, mais avec une croissance des accessoires à joints, qui, l'an passé, ont représenté plus de 18,5% des ventes totales (contre 15,3% en 2011).